

Je conviens avec lui que l'accroissement des exportations exige de notre part de plus fortes privations ou un relèvement de production. C'est évident; tous le reconnaissent. Je n'admets pas, cependant, que le ministre puisse favoriser la production en accumulant des surplus considérables et en augmentant les impôts.

Peut-on imaginer que l'imposition d'une taxe d'accise de 25 p. 100 favorisera la production, quand le Gouvernement fait état d'un surplus d'un demi-milliard?

Si le ministre veut augmenter la production canadienne, je pense qu'il y aurait beaucoup de mesures à adopter. Tout d'abord, au lieu d'imposer de nouvelles taxes, on devrait faire disparaître la taxe de vente, cette taxe qui fait bouler de neige et prend des proportions énormes. L'honorable député qui vient de Montréal le reconnaît sans doute. Non, il n'en convient pas. Il n'est pas de pire aveugle que celui qui ne veut pas voir. Nous savons tous, monsieur le président, que le Canada porte de lourds impôts qui paralysent l'industrie, étouffe tout esprit d'entreprise, tuent l'initiative et refroidissent l'ambition de nos gens qui désireraient se lancer dans des entreprises nouvelles.

L'hon. M. ABBOTT: Les bénéfiques sont meilleurs que jamais, cette année.

M. KNOWLES: Vous en convenez?

L'hon. M. ABBOTT: J'aurais dû dire, l'an passé.

L'hon. M. ROWE: Et aucun régime antérieur n'en a prélevé une si grande partie.

Mais ce n'est pas assez. Alors que le monde souffre de la faim et que les denrées de consommation font défaut, il ne suffit pas de déclarer que les bénéfiques sont considérables. Plusieurs industries réalisent de jolis bénéfices. Mais, ne nous illusionnons pas, car si nous désirons accroître la production de notre pays,—et certes nous le désirons,—et si nous voulons augmenter notre avoir en dollars américains, il y a plusieurs choses à faire. Si le Gouvernement songe à modifier le tarif, je lui conseillerais de supprimer l'interdiction qui empêche nos bovins de boucherie d'entrer aux Etats-Unis, et de se procurer quelques dollars par ce moyen. Je lui demanderai, en outre, de lever l'interdiction sur l'exportation aux Etats-Unis de l'orge de maltage. Je lui conseillerais également de faire disparaître la taxe de vente et de ne pas pousser davantage l'étude de ce bill d'accise.

L'hon. M. ABBOTT: Comment ces mesures diminueraient-elles la consommation?

[L'hon. M. Rowe.]

L'hon. M. ROWE: Comment réduiraient-elles la consommation?

L'hon. M. ABBOTT: Oui.

L'hon. M. ROWE: Elles augmenteraient la production.

L'hon. M. ABBOTT: J'en doute. Je crois que nous avons atteint l'embauchage intégral.

L'hon. M. ROWE: L'embauchage est abondant dans les services administratifs de l'Etat. Il n'y a jamais eu autant de fonctionnaires à l'emploi du pays.

L'hon. M. ABBOTT: Vous faites erreur, il y en a 25,000 de moins.

L'hon. M. ROWE: Lorsque vous supprimez une régie il vous faut en établir une autre pour couvrir les erreurs de la première. Si le Gouvernement désire accroître la production,—et comme le ministre des Finances je suis d'avis que nous le devrions,—il faudrait non pas établir de nouvelles régies mais en supprimer d'autres afin que les gens sachent à quoi s'en tenir. Laissons-les se débrouiller, et laissons le jeu de l'offre et de la demande régir l'industrie. Si l'ancienne doctrine du libre-échange préconisée par le parti libéral a déjà eu une certaine valeur, ce parti en est plus éloigné présentement qu'il ne l'a jamais été depuis la Confédération. Si cette doctrine a déjà été efficace, elle pourrait certes donner des résultats aujourd'hui, quand l'univers entier réclame des denrées alimentaires. La nécessité du commerce international se fait sentir en ce moment, et nous ne devrions pas agir de manière à interdire l'exportation de marchandises à cet excellent client, les Etats-Unis d'Amérique.

Je me rappelle fort bien avoir entendu le premier ministre actuel déclarer à la Chambre qu'il ne fallait pas indisposer les Etats-Unis. Nous pouvions difficilement hausser les droits de douane. Mais aujourd'hui le parti libéral apporte plus de modifications à notre régime fiscal que ce dernier n'en a connu au cours des 25 dernières années.

Je me rappelle le moment où ce parti se faisait le champion du libre-échange. Il disait, "Achetez vos instruments aratoires où vous pouvez les obtenir à meilleur compte; vendez vos produits où ils vous rapporteront le plus;" c'était le libre-échange absolu. Le parti libéral a prêché cette doctrine dans l'Ouest canadien.

L'hon. M. BERTRAND (Laurier): On pouvait alors échanger de l'argent; aujourd'hui, c'est impossible.

L'hon. M. ROWE: Et les libéraux, comme mon honorable collègue de la province de Québec, voulaient une protection suffisante